

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR***Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de fournitures

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Annexe 2 au CCAP ECLPN 2507

Dispositions contractuelles des marchés subséquents

Signalisation sonore et lumineuse

SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché.....	3
Article 2 : Forme du marché.....	3
Article 3 : Durée du marché.....	3
Article 4 : Montants et quantités du marché.....	3
Article 5 : Documents contractuels du marché.....	3
Article 6 : Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
Article 7 : Description des prestations.....	4
Article 8 : Modalités d'exécution.....	4
8.1 : Établissement des bons de commande.....	4
8.2 : Délais de livraison.....	4
8.3 : Lieu et horaires de livraison.....	4
8.4 : Remise des livraisons.....	5
Article 9 : Constatation et vérification de l'exécution des prestations.....	5
9.1 : Contrôle de l'exécution et de la qualité des prestations.....	5
9.2 : Transfert de propriété.....	6
Article 10 : Prix.....	6
Article 11 : Règlement financier du marché subséquent.....	6
11.1 : Avance.....	6
11.2 : Acompte.....	6
11.3 : Facturation.....	7
11.3.1 : Mode 1 : carte d'achat.....	7
11.3.2 : Mode 2 : hors carte d'achat.....	7
11.4 : Délai de paiement.....	8
11.5 : Intérêts moratoires.....	8
Article 12 : Contentieux.....	8
Article 13 : Résiliation du marché subséquent.....	8
Article 14 : Dérogation au CCAG FCS.....	9

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'équipements de signalisation sonore et lumineuse avec accessoires et pièces détachées destinés à équiper les véhicules des forces de sécurité intérieure au profit de :

à compléter par chaque service coordonné

Article 2 : Forme du marché

Le présent marché est un marché subséquent à bons de commande passé sur le fondement de l'accord-cadre n° à compléter selon le lot concerné. Il est régi par les dispositions de l'article R. 2162-8 du code de la commande publique.

Le marché subséquent précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations. Il est exécuté dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 dudit code.

Article 3 : Durée du marché

La durée du présent marché subséquent est de x mois fermes. Le présent marché est reconductible x fois x mois de manière (tacite ou expresse). La durée totale du marché subséquent ne peut dépasser celle de l'accord-cadre de référence.

Article 4 : Montants et quantités du marché

Le montant minimum – ou estimatif le cas échéant – est précisé par le service coordonné lors de la conclusion du marché subséquent. Le montant maximum en € est défini au titre de l'accord-cadre.

Article 5 : Documents contractuels du marché

Le marché subséquent est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du marché subséquent – incluant un éventuel complément d'offre préalable à la conclusion du marché subséquent – et le bordereau des prix unitaires ;
- les présentes dispositions contractuelles des marchés subséquents annexées au CCAP de l'accord-cadre ;
- l'accord-cadre et ses annexes auquel le marché subséquent est rattaché ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

Les dérogations au CCAG FCS figurent au dernier article du présent document.

Article 6 : Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché subséquent, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de chaque service coordonné demeure l'unique correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le marché subséquent et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution et de sursis de livraison.

Les coordonnées du RPA sont :

À compléter par chaque service coordonné lors de la passation du marché subséquent

Article 7 : Description des prestations

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

Article 8 : Modalités d'exécution**8.1 : Établissement des bons de commande**

Les commandes font l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique.

Chaque service coordonné indique la liste des personnes habilitées à émettre les bons de commande. L'autorité signataire du marché peut modifier par ordre de service la liste des personnes habilitées à émettre les bons de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par voie dématérialisée et comportent les mentions suivantes :

- le nom de l'autorité émettrice et sa qualité ;
- la référence du marché subséquent (numéro et date) ;
- la nature des fournitures et/ou de la (des) prestation(s) commandée(s) ;
- la quantité ;
- le prix unitaire de la fourniture et le décompte en valeur hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le délai de livraison maximum,
- le lieu de livraison ;
- l'autorité destinataire chargée des opérations de réception des fournitures, ainsi que ses coordonnées complètes (lieu de livraison) ;
- le numéro d'engagement juridique (CHORUS)

8.2 : Délais de livraison

Les délais de livraison maximums sont indiqués à l'article 9.8 du CCAP de l'accord-cadre.

8.3 : Lieu et horaires de livraison

Les livraisons s'effectuent uniquement à : adresse, jours et heures ouvrés.

8.4 : Remise des livraisons

Avant toute livraison, le titulaire prend contact, au(x) numéro(s) de téléphone figurant sur le bon de commande, avec l'entité (ou les entités) à laquelle (ou auxquelles) est destinée (ou sont destinées) les fournitures à livrer afin de convenir d'une date et d'une heure de livraison effective.

Les coordonnées de ce correspondant sont :

Indiquer les coordonnées du (des) correspondant(s) ou la référence de l'annexe comportant les coordonnées du (des) correspondant(s).

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un bon de livraison mentionnant les éléments de l'article 21.2 du CCAG FCS :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Le conditionnement des fournitures doit répondre aux spécifications du CCAP et du CCTP de l'accord-cadre. Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport prévues par les documents pré-cités.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Le poids maximum d'un colis est de 2 T.

Article 9 : **Constatation et vérification de l'exécution des prestations**

9.1 : Contrôle de l'exécution et de la qualité des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de quinze jours après livraison, pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative et pour notifier sa décision de réception, d'ajournement ou de rejet des fournitures livrées dans les conditions de l'article 40 du CCAG FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas convié à assister à la réalisation de ces opérations.

En l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti, les fournitures sont réputées admises.

La décision de rejet prononcée par le personnel habilité est assortie d'un délai de quinze (15) jours pour permettre au titulaire de représenter des fournitures en vue d'une nouvelle vérification.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet (notamment le conditionnement et le transport des fournitures) sont à la charge exclusive du titulaire.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche d'autre part, la garantie associée aux produits telles que prévues au CCTP.

9.2 : Transfert de propriété

La décision d'admission prononcée à l'issue des opérations de vérification des prestations entraîne le transfert de propriété en ce qui a trait à l'article 31 du CCAG FCS.

Article 10 : Prix

Les prix du marché subséquent sont ceux fixés au titre de l'accord-cadre.

Article 11 : Règlement financier du marché subséquent**11.1 : Avance**

Une avance est accordée, sous réserve que le titulaire ne l'ait pas refusée dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande, par application de l'art. R.2191-7 du code de la commande publique si le titulaire de l'accord-cadre est une TPE ou PME le taux de l'avance est de 15 %.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute automatiquement sur les sommes dues au titulaire ; celui-ci ne doit pas à en déduire le montant dans les factures qu'il établit.

11.2 : Acompte

Dans les conditions prévues par les articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut solliciter le versement d'acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle (ou mensuelle, sur demande, pour le titulaire satisfaisant aux exigences de l'article R.2191-22 dudit Code).

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur. La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser le montant des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le titulaire produit à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Les services coordonnés peuvent modifier les modalités de versement des acomptes sous réserve de ces dispositions minimales.

Le solde est versé à l'admission.

11.3 : Facturation**11.3.1 : Mode 1 : carte d'achat**

Parallèlement à la demande de télé-collecte, chaque bénéficiaire d'une carte achat doit pouvoir avoir accès aux factures relatives aux commandes passées (sous format dématérialisé fourni par l'outil de commande, par courriel, ou format papier lors de la livraison).

11.3.2 : Mode 2 : hors carte d'achat

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euros. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut, etc), les éléments suivants :

- l'adresse de facturation telle qu'elle figure sur le bon de commande,
- le code service exécutant,
- les références de l'accord-cadre (numéro à 10 chiffres),
- les références du bon de commande (numéro à 10 chiffres),
- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire,
- la domiciliation des paiements,
- la date d'émission de la facture,
- le numéro et la date du bon de livraison,
- les références et désignations des fournitures, les quantités livrées,
- les prix unitaires hors TVA,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail Chorus factures de l'Etat » : <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du « Destinataire Etat – SIRET 11000201100044 ».

Seule une copie de la transmission ainsi faite est adressée à **nom du service à compléter**

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Le service destinataire des factures est à compléter par le service centralisateur ou coordonné.

11.4 : Délai de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié, le délai global maximum de paiement est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur, de la demande de paiement, cette date ne pouvant en aucun cas être antérieure à celle de la réalisation des prestations ou à celle d'acceptation des prestations.

Le délai de paiement pour les commandes passées par des porteurs de carte d'achat, est fixé en moyenne à 4 ou 5 jours ouvrés après la demande de paiement du fournisseur à l'émetteur des cartes d'achat.

11.5 : Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de versement d'intérêts moratoires, ceux-ci sont augmentés d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Article 12 : Contentieux

Lors de l'établissement du marché subséquent, le service coordonné indique les coordonnées précises du tribunal compétent en cas de litige.

Article 13 : Résiliation du marché subséquent

Le marché subséquent peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS.

En outre, le pouvoir adjudicateur peut, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché subséquent, aux frais et risques du titulaire dudit marché :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de services ;
- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard,
- soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 14 : Dérogation au CCAG FCS

Article de l'annexe 1 du CCAP	Article du CCAG FCS
9.1 (opérations de vérification)	27.3